Maladies de POITRINE
ASTHME
SPÉCIALITÉS RENOMMÉES
Laboratoires scientifiques de la PHARM^IE DU TRICHON
ROUBAIX
Docteur VERHAEGHE
Renseign. tous les jours
Men spreekt vlaamsch

74e Année. — N° 12. Le numéro : 25 centimes SAMEDI 12 JANVIER 1929.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS..... Nord et limitrophes..... 3 mois. 22.00 ; 6 mois. 40.00 ; 1 an. 76.00 — France et Belgique..... » 23.00 ; » 43.00 ; » 80.00 — Etranger : Tarif A ..... » 35.00 ; » 70.00 ; » 140.00 — Tarif B ..... » 50.00 ; » 100.00 ; » 200.00

REDACTION..... ANNONCES..... ROUBAIX..... 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 6. TOURCOING... 33, rue Carnot. Téléph. 37. LILLE..... 3, rue Faidherbe. Tél. 57.07. PARIS..... 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.

87 Lille Chèques postaux

LA CRISE n'existe pas...
pour les commerçants qui savent faire les sacrifices nécessaires
CONTROLEZ-LE
AU SOLDEUR
33, Rue Pierre-Motte, 33
ROUBAIX

BILLET PARISIEN

Le sens d'un débat

D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 12 JANVIER (1 H. 10 DU MATIN).

Le grand débat qui s'est institué à la Chambre, sur la politique du Gouvernement, vient de se terminer par le vote de l'ordre du jour de confiance, qui a été adopté par 325 voix.

M. Poincaré, avec applaudissement de la majorité de l'assemblée, a donné les explications qu'on exigeait de lui. Il l'a fait avec une modération qui a été remarquée par ses adversaires eux-mêmes. Non que le Président du Conseil espérât les convaincre. Il n'est pas assez novice dans la politique pour ignorer que l'opération dictée aux radicaux-socialistes par des organisations clandestines n'est pas de celles que l'on arrête par des discours, quelque éloquents que l'on y prodigue.

Aussi qu'il l'ait déclaré lui-même, il n'a pas vraiment parlé pour les parlementaires. Par dessus leurs têtes, il s'est adressé aux électeurs de France. Il est bon que ces derniers puissent juger de la situation politique en connaissance de cause et, par conséquent, n'étant pas des récriminations qu'il convenait d'apporter à la tribune, mais des faits.

Ces faits, le chef du Gouvernement n'a pas manqué de les rappeler. Ce n'est pas sa faute si les radicaux-socialistes ne font pas partie de son Cabinet : leur collaboration n'avait pas été acquise que s'il avait pris l'initiative d'exclure de sa majorité le groupe de l'Union Républicaine, qui a contribué sans défaillance à l'œuvre de restauration financière. « C'est une chose, s'est écrié M. Poincaré, que vous n'obtiendrez pas de moi. »

Le Président du Conseil a touché là le cœur même du débat. M. Poincaré incarne l'Union nationale en face de ceux qui, pour des raisons de parti, ne veulent plus de cette union.

Raisons de parti, disons-nous. La saine politique sociale, celle qui apporte à la situation des travailleurs une amélioration véritable et engendre la prospérité pour tous, s'accomode beaucoup mieux de l'Union et de la collaboration des partis que de leur discorde. Les réalisations annoncées par le discours présidentiel ne sont possibles, précisément, que dans l'union nationale qui, seule, permet au Parlement de se consacrer à un travail suivi.

Quant aux négociations internationales, le Gouvernement ne peut les mener à bien que s'il se sent soutenu par la majorité des Français. Là encore s'impose la formule d'union.

Union ou désunion : tel était le choix que la Chambre avait à faire. Faut-il s'étonner qu'elle ait choisi le premier terme de l'alternative, en conformité avec le sentiment du pays ?

R...

Le magnifique succès de la vente du timbre antituberculeux

Les résultats de la deuxième campagne nationale du timbre antituberculeux qui vient de se terminer ne sont pas encore connus. Toutefois, l'impression générale est que le succès sera plus grand encore que celui de l'an dernier. Les départements ont demandé près de 250 millions de timbres et il est probable que les quatre cinquièmes au moins en seront vendus.

Ce résultat magnifique est dû à l'union de tous dans cette lutte contre la maladie, organisée par le Comité national de défense contre la tuberculose.

MM. BOUISSON ET DOUMER A L'ELYSÉE

Paris, 11 janvier. — Le président de la République a reçu ce matin M. Fernand Buisson, président de la Chambre des députés et M. Doumer, président du Sénat, venus lui faire visite à l'occasion de leur réélection.

Dans le courant de la matinée, M. Gaston Doumergue est allé rendre visite au président du Sénat et au président de la Chambre des députés.

M. Henry Ford annonce une période de bien-être universel

Londres, 11 janvier. — Suivant un message « Reuter » de New-York, le livre de M. Henry Ford, la « Philosophie de l'industrie », attendu avec une égale curiosité par le public lettré et le monde industriel, a été publié ce matin.

Dans cet ouvrage où le sens de la réalité se mêle au goût des questions les plus générales comme aux dons les plus heureux de l'imagination, le grand industriel prophétise le triomphe de la science positive, de l'esprit de solidarité et d'une existence plus large et plus confortable.

« Dans un avenir rapproché, déclare-t-il, l'industrie mettra au service de l'agriculture ses méthodes comme ses moyens de vaste exploitation. La vie domestique se verra libérée de ses étroites servitudes et la cuisine elle-même deviendra affaire commune. »

LE RÈGLEMENT DES RÉPARATIONS

LA NOMINATION DES EXPERTS PAR LA COMMISSION DES REPARATIONS

Paris, 11 janvier. — Au cours de la séance qu'elle a tenue sous le présidence de M. Chapsal, la Commission des Réparations, sur l'invitation des gouvernements de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne de l'Italie et du Japon, signataires de la décision de Genève du 16 septembre 1928 relative à la constitution d'un Comité d'experts chargé d'élaborer des propositions pour un règlement complet et définitif du problème des réparations, a nommé comme membres de ce Comité : pour la Belgique, MM. Francqui et Gutt ; pour la France, MM. Moreau et Parmentier ; pour la Grande-Bretagne, sir Josiah Stamp et lord Newstobe ; pour l'Italie, MM. Pirelli et Savich ; pour le Japon, MM. Kenzo Noji et Takashi Aoki.

La Commission, d'accord avec le Gouvernement allemand, nommera les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique membres du Comité spécial qu'on aura possible aux démarches ultérieures.

D'autre part, elle a pris note de la démission de M. Gutt en tant que délégué adjoint de la Belgique et de celle de M. Parmentier en tant que membre du Comité des experts.

Le Gouvernement italien a déjà fait savoir officiellement qu'au cas où le Comité des experts recommanderait une réduction des annuités actuellement payables en vertu du plan Dawes, il ne pourra donner son assentiment que sous certaines conditions, c'est-à-dire moyennant une augmentation du pourcentage fixé à Spa dans la participation de l'Italie aux paiements des réparations allemandes ou bien moyennant une réduction proportionnelle de ses propres paiements à l'Amérique et à la Grande-Bretagne.

LE PRÉSIDENT COOLIDGE A REÇU SECRÈTEMENT M. PARKER GILBERT

Washington, 11 janvier. — Deux événements, qui se sont produits hier, indiquent que la mission de M. Parker Gilbert a beaucoup plus d'importance qu'on ne lui en attribuait jusqu'à présent.

M. Parker Gilbert a annoncé qu'il prolongera son séjour aux Etats-Unis jusqu'à la fin du mois de janvier. De cette façon, la vers on d'un voyage de plaisir d'une quinzaine de jours, version dont il était question au moment du départ de M. Parker Gilbert, doit être complètement abandonnée. Il est évident qu'il prendra une part très active à toutes les discussions qui auront prochainement lieu à Washington, au sujet des réparations et des dettes interalliées.

D'autre part, il a été établi par des reporters qui suivent tous les mouvements de M. Parker Gilbert, qu'il a été reçu en audience secrète par M. Coolidge lui-même, malgré toutes les précautions prises par l'agent général des réparations ; l'est cette n qu'il a passé avec M. Coolidge plus d'une heure.

On parle d'une entrevue avec M. Hoover, qui devrait avoir lieu demain.

Bien entendu, aucun communiqué n'a été publié au sujet des conversations de M. Parker Gilbert.

Dans la Légion d'honneur

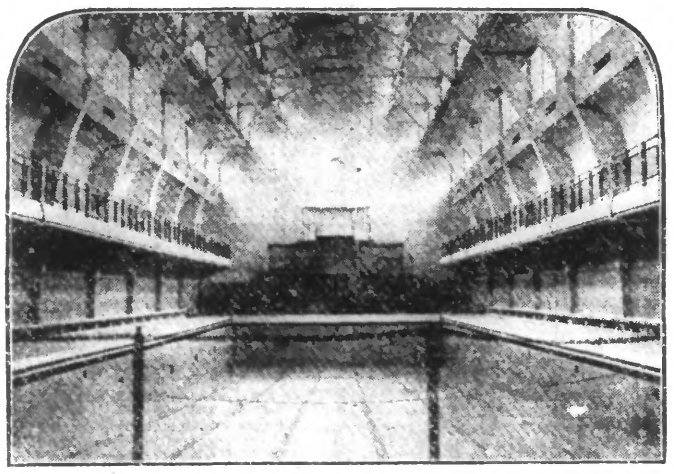
(Photo H. Manuel)

Mme CHIAPPE

femme du préfet de police

qui va recevoir le ruban rouge en récompense de son dévouement aux œuvres philanthropiques

UNE PISCINE MODÈLE A PARIS



UNE VUE INTÉRIEURE DE LA NOUVELLE PISCINE QUI VIENT D'ÊTRE CONSTRUITE RUE BLOMET ET QUI SERA ALIMENTÉE PAR UN PUITS ARTÉSIEN SPÉCIALEMENT RECHERCHÉ. (W.W.P.)

Un "groupe parlementaire de la publicité"

Le Bulletin officiel de la Chambre syndicale de la Publicité annonce, sous la signature de M. Ernest Pezet, membre de la Chambre syndicale, député du Morbihan, la formation d'un Groupe parlementaire de la Publicité. Les milieux parlementaires ont accueilli la nouvelle avec intérêt. Déjà de nombreux députés sont inscrits au nouveau groupe.

N'était-il pas extraordinaire de constater que parmi les 75 groupes environ qui représentent à la Chambre des intérêts divers et respectables, — depuis les groupes de l'agriculture et de l'élevage jusqu'à ceux du cinéma, de l'automobile et de la radiodiffusion, aucun ne s'occupait de la Publicité, ce facteur essentiel de rapprochement social, de développement industriel et commercial et de « prospérité nationale », et sans lequel la production est vouée à l'insuccès ?

Le « Groupe parlementaire de la Publicité et de la Propagande » — c'est ainsi qu'il s'est intitulé — s'est assigné une triple action d'éducation, de défense et d'organisation. **Education** des milieux parlementaires et gouvernementaux afin de leur montrer les nuances instructives que peut revêtir de l'ancienne « réclame » qu'il faut connaître la Publicité pour ce qu'elle est en réalité et de la place capitale qu'elle tient dans notre économie nationale. — **Défense** contre les abus et les attaques dont la Publicité est l'objet : abus des charges fiscales, par exemple, dont la plus outrée n'est-elle pas cet impôt sur la nouvelle, la taxe sur les spécialités pharmaceutiques ? Attaques toujours possibles par les propositions de loi de l'ancienne législature qui sont pour l'industrie publicitaire des menaces latentes. — **Organisation** publicitaire des Services d'Etat pour donner à la firme « France » le service de propagande qui travaillera efficacement à sa prospérité.

L'initiative de M. Ernest Pezet comble une lacune inadmissible dans un pays qui peut si aisément tirer de la Publicité le bénéfice d'une situation économique toujours plus solide.

Un coup d'Etat en Mandchourie

LE FILS DE TCHANG-TSO-LIN S'EST EMPARÉ DE MOUKDEN

Shanghaï, 11 janvier. — Suivant des nouvelles de source japonaise, Tsang Sueh Liang, fils du feu le maréchal Tchang Tso Lin, récemment nommé commissaire des défenses du nord-est, a exécuté, vendredi matin, un coup d'Etat. Il s'est emparé de l'arsenal de Moukden et fait prisonnier Tsang Yu Tyng, ancien chef d'état-major de son père, ainsi que deux autres grands chefs mandchous qui avaient, paraît-il, refusé de hisser le drapeau nationaliste et de se soumettre à l'autorité du Gouvernement nationaliste en Mandchourie.

Un rapport officiel reçu de Tokio, confirme les dépêches de presse de Moukden disant que Tsang Yu Tyng, ancien chef d'état-major de Tchang Tso Lin, aurait été tué ce matin d'un coup de feu. L'inquiétude règne à Tokio, où on envisage la situation comme grosse de dangereuses conséquences. On n'a, jusqu'ici, aucun détail sur la mort de Tsang Yu Tyng.

Suivant le correspondant d'une agence d'information japonaise à Moukden, le général Tchang Sueh Liang s'est rendu au quartier général de Yang Yu Ting dans la soirée d'hier, a ordonné à ses troupes d'entourer la pièce où conféraient Yang Yu Ting et Chang Yin Huai. Puis il a pénétré dans la pièce et, après avoir dénoncé leurs crimes et leur avoir fait subir un interrogatoire sévère, il a ordonné l'exécution immédiate des deux généraux.

De nombreux partisans du général Yang Yu Ting se sont réfugiés au sud de la Mandchourie.

La terre tremble en Algérie

Oran, 11 janvier. — Ce matin à 2 heures, une violente secousse sismique, qui a duré quatre à cinq secondes, a été ressentie à Oran. Malgré l'amplitude des oscillations, il n'y a pas eu de dégâts. A Saint-Denis-du-Sig, plusieurs secousses sismiques ont également été ressenties la nuit dernière à partir de 21 h. 35. La première, très violente, et qui a duré quatre à cinq secondes, a jeté la panique parmi la population. Elle a été suivie, à quatre minutes d'intervalle, d'une seconde secousse, puis de deux autres moins violentes.

Aucun accident n'est à signaler, sauf quelques murs ou plafonds endommagés. Les habitants, pris de frayeur, étaient sortis dans la rue.

Georges Carpentier va-t-il remonter sur le ring ?

La nouvelle nous vient d'Angleterre, où l'on connaît l'immense popularité de celui qui fut l'indiscutable champion de boxe européen et qui battit les meilleurs hommes que produisit la vieille Angleterre à une époque où seuls les Etats-Unis disputaient la suprématie pugilistique au Royaume-Uni.

Georges Carpentier, qui fait actuellement une tournée fort lucrative dans les music-halls anglais, vient de recevoir deux offres alléchantes, l'une de 10.000 livres, émanant de feu Dempsey et l'autre, paraît-il, un sosie, non remonter sur le ring contre le champion d'Angleterre Phil Scott. Le match aurait lieu cet été, dans l'immense Stade de Wembley, si contagion le 31 janvier. Scott bat Sauvinin, classé en moins que certain.

Pourquoi Dempsey, bien qu'il ne veuille pas combattre le nouveau, ne le dément-pas non plus, pour en déduire qu'il ne serait pas tenté de voir Carpentier accepter son offre si intéressante.

Les journaux américains, d'autre part, nous annoncent que rien n'est encore fixé pour la succession de Tex Rickard. Plusieurs candidats sont sur les rangs, ce qui est fort compréhensible, car le manager de Madison Square ne touche pas moins de 50.000 dollars par an comme appointements fixes. On dit également que Jack Dempsey a peu de chances d'être choisi, mais que, par contre, Jeff Dickson a été présenté.

Le tunnel sous la Manche

Londres, 11 janvier. — Sir Williams Bull, président du Comité parlementaire du tunnel sous la Manche, a déjà reçu un bon nombre de réponses à la lettre circulaire qu'il a envoyée à tous les membres du Parlement, les priant de donner leur attitude vis-à-vis de la question du tunnel.

Le dépouillement des lettres reçues jusqu'à hier soir a donné, on le sait, les résultats suivants :

Chambre des Communes, 112 membres favorables, 11 hostiles, 86 neutres.

Chambre des Lords : 62 en faveur, 12 contre, 26 neutres.

En outre, les réponses indiquent que 35 pairs et 99 membres de la Chambre des Communes se déclarent disposés à devenir membres du *Canal Tunnel Parliamentary Committee*.

Dans une conférence qu'il a faite hier soir, au London School of Economics, de l'Université de Londres, M. Brant, chef des services continentaux du *Southern Railway*, a dit que, quand le tunnel sera construit, un homme d'affaires londonien pourra prendre le train à 8 heures du matin, passer quatre ou cinq heures à Paris et être rentré chez lui avant minuit le même jour. M. Brant entrevoit, entre autres choses, la possibilité merveilleuse de trains, de 10 ou 12 minutes, de jour et de nuit, le téléphone sans fil dans de confortables wagons-restaurants, des trains spéciaux spécialement aménagés pour le transport des autos en traversant 30 minutes pour aller de Douvres à Calais, des trains de marchandises rapides entre l'Angleterre et tous les autres centres du continent.

« A mon avis, affirme l'orateur, le tunnel devrait consister en deux tubes ordinaires avec traction électrique et système de signaux automatiques. Pensez donc à l'avantage de s'installer dans son sleeping-car à un terminus londonien, pour se réveiller le lendemain matin à Paris ou à Bruxelles ! Imaginez-vous des trains directs arrivant à Londres de toutes les capitales du continent ! »

LA « MOBILISATION » COMMUNISTE

Une suggestive découverte de la police

Corbeil, 11 janvier. — A la suite de certains articles parus dans un journal corporatif communiste, le Parquet de Corbeil vient de faire procéder à des perquisitions dans les communes d'Athis, Juvisy et Savigny-sur-Orge, aux domiciles de plusieurs militants extrémistes.

A Athis, trois perquisitions eurent lieu chez M. Soudaut, ancien secrétaire du rayon communiste de la région de Longjumeau et, tout dernièrement encore, employé auxiliaire à la mairie d'Athis, on découvrit, outre de nombreux tracts antimilitaristes, tout un stock de fascicules de mobilisation communiste. Du même modèle que le fascicule de mobilisation militaire, ces imprimés portaient inscrits les noms des destinataires, ainsi que le lieu de rassemblement.

Tout cela fut saisi pour être examiné attentivement par le Parquet de Corbeil, qui poursuit son enquête.

La Chambre confirme sa confiance au Cabinet Poincaré par 325 voix contre 251

Paris, 11 janvier. — Les députés sont, comme hier, très nombreux au début de la séance. Les tribunes publiques sont archi-combles.

MM. Poincaré, Barthou, Briand, Loucheur, Marraud, Bonnevay, Oberkirch sont au banc du Gouvernement. La séance est ouverte à 17 heures 05, par M. Fernand Bouisson.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement.

La parole est à **M. Berthod**, ancien radical-socialiste du Jura, qui affirme qu'il n'a pas d'ordre à recevoir de ses électeurs, mais qu'il a voté avec la majorité du gouvernement de M. Poincaré, mais il estime que ministres ne peuvent comprendre leur tâche.

Malgré les critiques, les radicaux sont restés aux côtés de M. Poincaré dans l'œuvre de stabilisation. Mais cette œuvre est terminée. Nous avons le droit de dire que les hautes raisons d'intérêt national qui dictaient notre conduite n'existent plus. (Applaudissements à gauche).

M. Berthod revient sur les articles 70 et 71 qui ont fait tant de bruit. Il affirme que ses amis veulent profondément la paix religieuse.

Passant à la politique extérieure, **M. Berthod** affirme la confiance de ses amis pour résoudre la question de nos relations avec l'Allemagne et pour maintenir la paix. L'orateur se défend de vouloir opposer M. Briand au président du Conseil.

M. Poincaré. — Ce ne serait même pas possible.

M. Berthod. — Je le sais et c'est pourquoi une grande partie de votre majorité de droite ne partage pas vos vues.

M. Berthod rend hommage aux services éclatants rendus au pays par M. Poincaré, mais il lui demande d'indiquer nettement les directions politiques qu'il entend donner pour la solution des grands problèmes : l'enseignement, la réforme administrative, la réforme fiscale. Dans toutes ces questions, dit-il, il faut être ou avec la droite ou avec la gauche. (Applaudissements à gauche).

L'orateur indique en terminant le président du Conseil de se rendre compte que ce mot ne peut pas rester à 2 de 2.

Le discours de M. Poincaré

M. Poincaré monte à la tribune. Il est vivement applaudi par le centre et la droite.

Le Président du Conseil, qui est écouté avec beaucoup d'attention et dans le plus grand silence, se demande pourquoi certains radicaux lui retirent leur confiance au moment où se posent les plus graves problèmes extérieurs.

Jetant un bref coup d'œil en arrière, il rappelle les conditions dans lesquelles il constituait, il y a deux ans, le Gouvernement, alors que les plus graves préoccupations restaient posées par la Trésorerie, dont les disponibilités étaient épuisées. « Mesures exceptionnelles, dit-il, nous avions dû prendre. Tant pis, cela gêne quelquefois d'en parler. L'opinion en redemandait, pour ma part, M. Poincaré était impossible dans la discussion. Il est vrai qu'il fallait compter avec la mêlée de la majorité républicaine avec les chefs de parti. Nous avons travaillé ensemble et M. Herriot, M. Marin, moi, nous nous sommes rencontrés à quelques reprises. Je ne crois pas que ni eux, ni moi nous nous soyons diminués dans cette collaboration confiante. (Applaudissements au centre et sur divers bancs).

Le Président du Conseil montre ensuite l'œuvre accomplie au point de vue financier.

Le remaniement du Cabinet

Il rappelle dans quelles conditions son Cabinet dut être remanié à la suite du Congrès d'Angers, à cause des art. 70 et 71 qu'on présente comme un nouvel appel.

M. Poincaré rappelle encore comment quatre de ses collègues ont donné leur démission par crainte de ne pas être d'accord avec leurs amis politiques. Puis il retrace les conditions dans lesquelles il reconstitua son Cabinet ; il déclare maintenant que M. Sarraut et M. Queuille étaient favorables au vote des textes relatifs aux congrégations, car ils savaient qu'il s'agissait de la défense de la langue et des intérêts français dans le monde. (Applaudissements au centre et sur divers bancs).

M. Poincaré, très applaudi sur les bancs du centre gauche, déclare catégoriquement que ses collègues et lui-même sont bien résolus à ne pas laisser porter la moindre atteinte aux lois laïques. Les personnalités radicales-socialistes qui étaient disposées à entrer ainsi dans le Gouvernement, poursuit l'orateur, ne lui ont pas autorisés par leur groupe à accepter, non seulement à propos des articles 70 et 71, mais à cause, ou du moins à l'heure, de la présence dans le Gouvernement de représentants de l'Union républicaine démocratique. **M. Poincaré** rend hommage à la loyauté de ces derniers qui ne firent preuve d'aucune exigence politique et lui apportèrent un concours précieux avec d'ailleurs les représentants des autres partis. Le Président du Conseil ne pouvait admettre qu'on le force à se priver du concours des uns ou des autres de ses collaborateurs. (Applaudissements au centre et sur divers bancs).

Il s'explique sur le manifeste signé par M. Oberkirch et déclare que c'était une réponse aux autonomistes, valable seulement pour son pays natal.

M. Poincaré. — Vous savez très bien que M. Oberkirch combat les menées autonomistes et qu'il a pris avec d'autres patriotes alsaciens l'initiative de constituer un parti nouveau. (Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs).

M. Grumbach veut interrompre, mais le Président du Conseil voulant continuer son discours, M. Fernand Bouisson l'inscrit.

M. Poincaré. — Il m'était très pénible de reconstituer un Cabinet sans ministres radicaux alors qu'en toutes les circonstances précédentes j'avais fait appel à leur concours pour former le Gouvernement. On me fit observer que si j'hésitais il y aurait un retard dans la constitution du Cabinet et par conséquent dans le vote du budget en temps utile. Les chances auraient été diminuées d'un règlement de la question des réparations alors que j'étais en pleines négociations avec les Gouvernements étrangers.

M. Poincaré rappelle comment il fit appel à des hommes de nuances variées et comment la Chambre accorda sa confiance au nouveau Cabinet.

La Chambre doit se prononcer

Il s'agit, poursuit **M. Poincaré**, de savoir aujourd'hui si cette œuvre doit être poursuivie par ce Cabinet ou par un autre. Si elle doit être poursuivie par un autre il vaut mieux le dire tout de suite. Une crise ministérielle aurait actuellement des inconvénients sérieux, mais le mal pourrait être réparé, tandis que dans quelques semaines elle aurait des inconvénients bien plus graves. (Mouvements).

M. Poincaré souligne le fait que l'expertise internationale va être commencée, l'accord s'étant fait entre tous les pays sur les conditions du travail. L'agent général des paiements a donné aux experts des détails circonstanciés sur la situation de l'Allemagne. A la rigueur une crise immédiate permettra à un autre Gouvernement de prendre en main cette affaire dont dépendra l'avenir du pays et de l'Europe mais, plus tard, une interruption des négociations pourra être néfaste. Ce soir même la Chambre doit dire si elle entend nous suivre. Il s'agit de grands devoirs à accomplir.

Si le pouvoir tombe de bien mains défaillantes je le laisserai sans regret à des mains plus fortes, mais celui qui l'aura devra aussi s'appuyer sur le pays s'il veut accomplir des réformes durables.

M. Poincaré, qui met beaucoup d'émotion dans sa déclaration, ajoute comment le Gouvernement doit exercer le pouvoir sous le contrôle des Chambres. Si aujourd'hui nous voulons fermement conserver l'action des Chambres et du Gouvernement, il faut avant tout assurer la défense de la République et du régime parlementaire contre toutes les entreprises contraires d'où qu'elles viennent. (Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs).

Les assemblées issues du suffrage universel ne sont pas à l'abri des erreurs humaines, mais elles ont à rendre périodiquement des comptes au pays. C'est du pays qu'elles tiennent leur mandat. Nous Français, qui avons fait l'épreuve souvent pénible, souvent douloureuse d'autres régimes, c'est en connaissance de cause que nous sommes revenus à celui-ci. Nous nous y sommes tenus pendant la guerre. Grâce à lui nous avons gagné la guerre. Nous nous y tenons après la guerre. Nous nous y tiendrons demain parce qu'il

REINE DE BEAUTÉ

(W. de Wolf (photo))

Mlle CONCEPTION BLAZ

Brésilienne du type italien-brésilien

qui a été choisie pour représenter le Brésil au concours de beauté de Galveston

La catastrophe de chemin de fer d'Aschurch en Angleterre

Quatre tués et vingt-cinq blessés, tel est le bilan de la catastrophe de chemin de fer de Aschurch, en Angleterre. Notre photo montre la machine du train complètement recouverte par les wagons

LES MANŒUVRES DANS L'ARMÉE ITALIENNE

LE PRINCE HÉRITIER D'ITALIE ASSISTANT AUX MANŒUVRES DE SON RÉGIMENT PRÈS DE TURIN.